



Le prix de la tortilla

Textes et photos, Nicolas Mesly

Si les importations de maïs américain « subventionné » menacent l'existence des quelque 26 000 producteurs québécois, ontariens et manitobains, elles menacent également la survie de quelque 5 millions de petits paysans mexicains (campesinos). Ils fuient leur campagne, traversent les frontières pour poursuivre « le rêve américain » mais aussi « canadien ». Voici les racines d'un exode sous le sceau de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Olga Luna et son mari Reynaldo possèdent un hectare de terre pour se nourrir eux et leurs quatre rejetons. Ils sont tous des « enfants du maïs ». Dans la mythologie zapotèque, les dieux ont essayé de créer l'homme avec un morceau de bois, mais « il a pourri », avec une poignée de boue, « elle s'est dissoute sous la pluie ». Ce n'est qu'à partir d'un grain de maïs que l'homme a pu « naître et se procréer » pour coloniser ce qui est aujourd'hui la Sierra Juárez, une chaîne de montagnes abruptes, bastion de la civilisation mexicaine, située à six heures de route de la mégapole Mexico City.

À l'aide d'un rouleau, Olga travaille vigoureusement une masse de farine de maïs humide sur une pierre plate. Elle se dirige ensuite vers le feu de bois pour y faire cuire ses tortillas. Un geste millénaire. Tout en étant absorbée par sa tâche, elle se raconte. C'est l'époque du semis. Elle n'a pas les pesos nécessaires pour engager un homme et sa paire de bœufs pour préparer la terre. Ni pour engager des semeurs. « Il n'y a pas de crédit agricole disponible », dit-elle. En plus, Reynaldo n'était pas à la maison. Il vient tout juste de revenir au village en provenance des États-Unis, sans un sou.

Il y a deux ans, Reynaldo est parti une première fois six mois à Santa Monica, en Californie, pour dénicher du travail. Il y avait urgence pour payer, entre autres, les livres et la tenue vestimentaire de l'aînée, qui entrait à l'école secondaire. Et Reynaldo a aussi pu envoyer assez d'argent pour qu'Olga fasse remplacer les murs en lattes de bois ajourées de la cuisine par de solides briques, pour mieux résister aux intempéries. Pas cette fois.





Paysan avec sa paire de bœuf à flanc de montagne près du village de San Juan Luvina où réside Olga Luna.

Reynaldo s'est fait arnaquer par de faux passeurs à Tijuana, ville frontière et une des principales portes d'entrée du Mexique aux États-Unis. Bien qu'il ait perdu tout son maigre bagage, la chance lui a quand même souri dans un périple d'enfer. Moyennant la somme de 2500 \$US, un vrai « coyote » lui a fait passer la frontière dans un coin désertique. La chaleur y excède 40 °C et le « mur de la mort » a fait 473 victimes en 2005. Reynaldo a aussi échappé à la surveillance des patrouilleurs américains, ceux-ci ont arrêté plus de 1,2 millions de personnes cette même année. Et il a enfin rejoint des connaissances de son village qui ont émigré à Santa Monica. Celles-ci ont payé le « coyote ». Et, dès le premier jour de son arrivée, Reynaldo a dû se chercher du travail pour rembourser son passage illégal et payer sa pension.

« MONTRE-MOI TES MAINS ! »

Olga poursuit son récit en retournant une tortilla sur le feu pendant que son fils Jonatan, six ans, s'amuse avec un chaton sur le plancher de la nouvelle cuisine. Lorsque les travailleurs illégaux attendent en ligne sur le coin d'une rue pour obtenir du travail, « Reynaldo m'a dit que la première chose qu'un employeur leur demande est : « montre-moi tes mains ! ». Ceux qui ont les mains calleuses sont aussitôt recrutés comme cueilleurs, jardiniers, peintres ou charpentiers. Les autres, bonne chance. Durant son séjour, Reynaldo a eu de multiples petits emplois, d'une durée de trois ou quatre jours à la fois. Assez pour rembourser son passage et ses frais de pension. Mais sans jamais pouvoir faire d'économies. « Je lui ai dit qu'au moins, il était revenu avec sa santé », dit Olga.

Si Reynaldo, lui, a échoué dans sa dernière aventure, plus d'un million et demi de *campesinos* mexicains ont quitté leur terre natale pour poursuivre « le rêve américain », laissant derrière eux des « veuves de maïs ». Ces petits paysans gonflent les rangs de quelque 12 millions de Mexicains, dont la moitié d'illégaux, qui font tourner l'économie américaine au moment où le débat sur l'immigration secoue l'Amérique du président Bush.

LES RACINES DE L'EXODE

« Nous ne comprenons pas pourquoi le maïs américain entre au pays gratuitement. Nous aimerions que le gouvernement mexicain impose des droits compensateurs, comme l'a fait le gouvernement canadien à l'égard du maïs américain. Mais nous avons l'impression que notre gouvernement est à la solde du gouvernement américain », explique le Dr Alejandro Villamar, du Réseau mexicain d'action sur le libre-échange.

Depuis la signature de l'ALENA en 1994, les exportations de maïs américain au Mexique ont bondi de 300 000 tonnes à 7 millions de tonnes par année, sans qu'une partie de celles-ci soient frappées d'un droit de douane comme prévu. Plus de 3,4 milliards \$US n'ont pas été perçus par les autorités mexicaines, affirme M. Villamar : « Ces sommes auraient pu être allouées à des programmes d'irrigation et de support technique destinés aux petits producteurs mexicains. Comment voulez-vous que nous concurrencions la technologie et les subventions des producteurs de maïs du Midwest américain ? »

Le Mexique produit traditionnellement du maïs blanc surtout destiné à la fabrication quotidienne de quelque 300 types de tortillas. Tandis que les États-Unis (et le Canada) produisent

principalement un maïs jaune destiné à l'engraissement du bétail et de la volaille ainsi qu'à des fins industrielles, sous forme d'amidon, de fructose ou d'éthanol. M. Villamar réfute une des raisons d'État invoquées par le gouvernement mexicain, soit la sécheresse, pour justifier l'importation massive de maïs américain. « Non seulement les Mexicains ont mangé du maïs OGM StarLink destiné aux vaches maïs, en plus, le maïs transgénique voisin menace notre biodiversité », dit-il.

« Le maïs américain compte maintenant pour 30 % de notre consommation. C'est trop ! Il y va de notre sécurité alimentaire », indique Ivan Polanco, économiste auprès de l'Association nationale des entreprises de vente de produits de la campagne (ANEC). Quant à l'argument selon lequel les autorités mexicaines n'ont pas perçu les tarifs sur les importations de maïs blanc américain pour maintenir les prix les plus bas possible aux consommateurs, « le prix de la tortilla a augmenté de plus de 150 % ces trois dernières années ! »

En janvier 2008, tel que prévu par l'ALENA, toutes les exportations de maïs-grain américain entreront au Mexique « libres » de tous tarifs. « Pas question », poursuit M. Polanco. « Depuis 2002, nous avons réussi à faire imposer les tarifs de 3 % sur le maïs blanc et de 1 % sur le maïs jaune américain. » Plusieurs associations de producteurs travaillent étroitement avec le député Victor Suarez Carrera du Parti de la révolution démocratique (PRD), qui demande à renégocier le chapitre agricole de l'accord de l'ALENA.

Au pays de Pancho Villa, le maïs, comme certaines denrées de base, est maintenant au cœur de la campagne électorale du PRD, dont le candidat vedette, Manuel Lopez Obrador, a brigué la présidence du pays le 2 juillet dernier. M. Lopez Obrador se présente comme le champion des organisations paysannes et indigènes, en entérinant un projet de « société plus juste, productive et durable », regroupé sous la « Coalition pour le bien de tous ».

Toutefois, M. Obrador a perdu les élections aux mains de Felipe Calderon, un candidat de centre droite (PAN, Parti d'action nationale), par une marge de 244 000 voix sur 42 millions de votes. Et des milliers de partisans campent en ce moment au centre-ville de Mexico City en demandant un recomptage. L'Institut fédéral électoral a cependant confirmé le vainqueur le 6 septembre dernier, et M. Calderon doit occuper la présidence à partir du 1er décembre prochain. Plusieurs observateurs espèrent que la situation se réglera de façon « pacifique ».

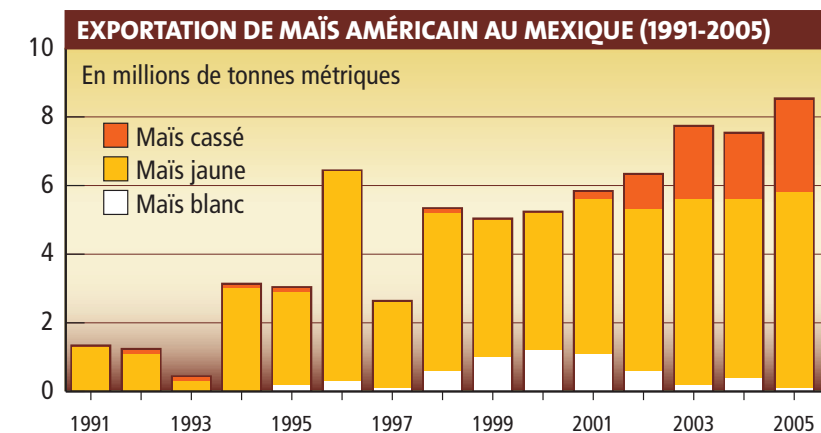
LA COLÈRE DES CAMPESINOS

Durant son mandat, l'ex-président mexicain sortant, Vicente Fox, du PAN, (Parti d'action nationale, le même que Felipe Calderon), a semé la colère des *campesinos* par son inaptitude à répondre à leur demande. En 2002-2003, plus de 150 000 d'entre eux ont déferlé dans la capitale de Mexico City au cri de ralliement : « *El campo no aguanta mas!* » (la campagne n'en peut plus!).

Pour calmer le jeu, l'administration Fox a créé un fonds d'urgence d'aide au milieu rural de 260 millions \$US. Toutefois, « l'accord national du président Fox avec le milieu agricole et indigène n'a rien réglé, incluant le conflit médiatisé mené par le commandant Marcos au Chiapas », explique Emilio Lopez Gomez, de la Centrale indépendante des ouvriers agricoles et paysans du Mexique.



Élection mexicaine : l'avenir est-il drôle ?



Le présent conflit agraire est alimenté par la modification en 1992 de l'article 27 de la Constitution. Ce changement permet la création d'un marché de la terre en privatisant des collectivités agraires, genre de coopératives, et des *ejidos*, des terres communales distribuées par le gouvernement aux paysans depuis 1917, date de la première réforme agraire du Mexique. En échange d'un titre de propriété individuelle ou d'usage commun, cette « deuxième réforme agraire », tout en légalisant sa situation, permet à un paysan de contracter un prêt bancaire en mettant sa terre en garantie. Et de rentrer de plain-pied dans le système productif.

« Cela a surtout préparé le terrain aux investisseurs étrangers sous l'ALENA. La moitié des terres du Mexique sont occupées par des communautés indigènes et des *campesinos*. C'est là que se trouvent les ressources naturelles nécessaires au soi-disant développement économique du pays », soutient M. Gomez. Le Secrétariat de la réforme agraire mexicain indique avoir remis plus de 8,5 millions de titres de propriété depuis 1993. Mais l'institution ne possède pas de données quant à la revente de ces propriétés à des entreprises nationales ou à participation étrangère.

À CANCUN, FOX DEMANDE L'AIDE DE HARPER

Réunis à Cancun en mars dernier pour discuter de l'ALENA et évaluer les résultats de la première année du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, les poignées de mains échangées entre les trois chefs d'État avaient plutôt l'air d'adieux pour deux d'entre eux, soit les présidents Bush et Fox.

Parmi les priorités abordées, la « militarisation » de la frontière entre le Mexique et les États-Unis pour contrôler le flot d'immigrants illégaux et le renforcement d'une frontière high-tech entre le

Canada et les États-Unis. Les trois chefs d'État se sont aussi entendus pour faire front commun devant le péril jaune, la Chine, premier manufacturier du monde, qui fait sauter l'industrie textile chez chacun des trois *amigos*. Et en fin de parcours, l'ex-président mexicain Vicente Fox a aussi demandé à son homologue canadien fraîchement élu, Stephen Harper, d'augmenter le nombre de travailleurs agricoles temporaires au Canada.

Environ 12 000 travailleurs agricoles mexicains émigrent chaque année temporairement au nord du 49e parallèle. Et quelque 3000 d'entre eux récoltent légumes et petits fruits dans les fermes de la Belle Province. « Sans eux, l'industrie maraîchère québécoise ne générerait pas aujourd'hui 300 millions \$ de chiffre d'affaires », explique Hélène Varvaressos, directrice générale du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole (COSE).

La dépendance des maraîchers québécois envers « les mains mexicaines » est telle que ceux-ci cherchent à diversifier la source de main-d'œuvre étrangère au Guatemala, au Salvador et au Honduras. Car la dernière entente sur les salaires négociée entre les gouvernements mexicain et canadien les a « catastrophés ». Supérieure au salaire minimum de 7,75 \$, l'entente prévoit une augmentation de 11 % sur trois ans de 2005 à 2007. Si quelque 3000 travailleurs mexicains font tourner un pan de l'économie québécoise, on peut imaginer la contribution à l'économie américaine des 36 millions de *Latinos*, légaux et illégaux, vivant aux États-Unis.

LA SEULE CERTITUDE, LE MAÏS ANCESTRAL

Il est possible qu'un jour Reynaldo, le mari d'Olga, réussisse à infiltrer le réseau adéquat pour tenter « le rêve canadien » car, pour lui, « le rêve américain » est enterré. Si Reynaldo est absent pendant qu'Olga prépare les tortillas sur le feu, c'est qu'il est parti chercher le matériel promis par les autorités fédérales, du ciment et des planches, pour reconstruire une partie des maisons du village détruites à la suite du passage de l'ouragan Stan, il y a six mois. Promesse remplie, même tardivement, année d'élection oblige.

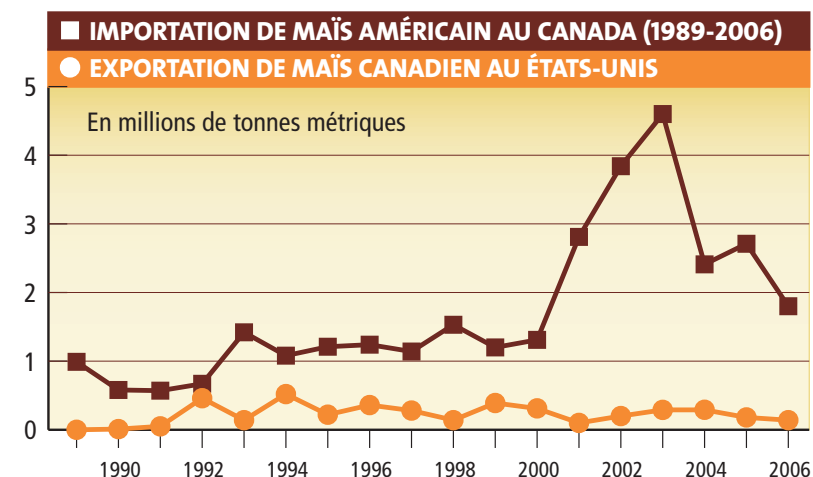
Devant un avenir incertain, la seule certitude pour Reynaldo et Olga, ce sont ces grains de maïs indigène couleur orangée, comme s'ils retenaient les rayons du soleil couchant sur les montagnes environnantes, entreposés dans une pièce adjacente. Il faudra aller les semer, pendant qu'ils sont encore propriétaires de leur lopin de terre.



Un déchargement
symbolique de maïs-grain
en guise de protestation
contre l'inaction fédérale.

Maïs-grain : la bataille canado-américaine continue

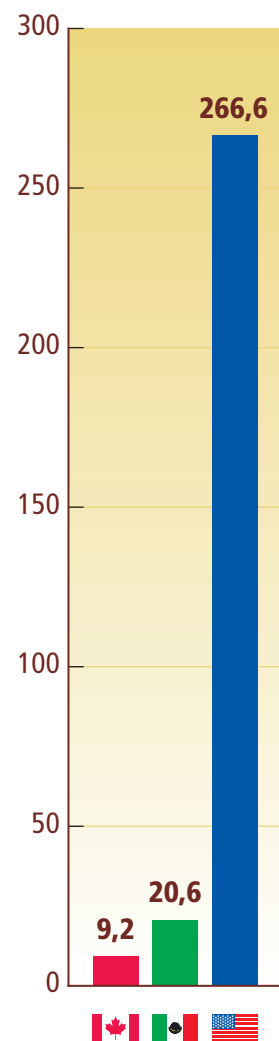
À l'arrivée de Jacques Cartier à Montréal (Hoche-laga) en 1535, les Iroquois cultivaient déjà le maïs, comme de nombreuses tribus indiennes en Amérique du Nord. La plante fut rapidement adoptée par les nouveaux colons. Aujourd'hui, les producteurs québécois en produisent environ 3 millions de tonnes par an, principalement pour nourrir vaches, volailles et cochons. Leurs confrères américains, eux, en produisent cent fois plus. Le prix et les importations de maïs américain, dit la Coalition de producteurs canadiens de maïs (Québec, Ontario, Manitoba), qui regroupe 26 000 membres, menacent leur survie.



Le premier ministre
S. Harper, et les présidents
V. Fox et G.W. Bush à
Cancun



PRODUCTION DE MAÏS au Canada, au Mexique et aux États-Unis (en millions de tonnes métriques)



Si la Cour tranche en faveur de la Coalition des producteurs de maïs canadiens, elle exigera du TCCE d'aller refaire ses devoirs. Et les droits compensateurs seront à nouveau perçus par l'ASFC, le temps que le tribunal valide ou non sa première décision. Toutefois, cette éventualité n'est pas pour demain, car la Cour prend en moyenne un an pour rendre sa décision, ce qui mène l'aboutissement de ce dossier fin 2007.

Une dizaine d'entreprises canadiennes, des transformateurs raffineurs, se sont dites toutefois soulagées de l'élimination des droits compensateurs. Celles-ci demandent la création d'un groupe spécial sous l'ALENA pour réviser les conclusions de l'ASFC.

« Nous comprenons les transformateurs. Ils n'ont pas à payer plus cher pour leur matière première. Les droits compensateurs devraient être déboursés par le gouvernement fédéral sous forme d'aide directe aux producteurs », dit M. Legault.

La Coalition de producteurs de maïs canadiens tente un rapprochement avec les organisations de producteurs mexicains qui veulent faire renégocier le chapitre agricole de l'ALENA. « Pour renégocier cet accord, il faut que les trois gouvernements s'assoient à table. Les parties juridiques et techniques pourraient être renégociées. Mais, pour des raisons politiques, je doute que le gouvernement américain renégocie cette entente. Idem pour l'actuel gouvernement de M. Harper qui ne voudra pas froisser son voisin », dit Jonathan Hood, avocat délégué par la Coalition au Forum sur l'évaluation et les propositions pour renégocier le chapitre agricole de l'ALENA tenu à Mexico City du 2 au 4 août dernier. « Par contre, il est possible que M. Harper achemine plus d'aide financière aux producteurs de maïs québécois et canadiens pour aller chercher des votes. Mais, contrairement aux producteurs canadiens, les paysans mexicains, eux, n'ont aucun filet de sécurité. Leur situation est désespérée! » explique le juriste de la firme Associate McMillan Binch Mendelsohn basée à Toronto.

La Coalition des producteurs de maïs canadiens reproche à Ottawa de ne pas faire son travail. « Le gouvernement fédéral devrait présenter notre cause à l'OMC pour imposer une surtaxe au maïs américain, comme l'a fait le Brésil, qui a gagné la cause de ses producteurs de coton! » En guise de protestation contre l'inaction fédérale, les producteurs ont entrepris une série de déchargements symboliques de maïs-grain un peu partout en province.



Olga Toro a fait pousser un des plus gros scandale OGM de la planète, à Capulalpam de Méndez au Mexique.

Le Mexique, à l'heure de la tortilla transgénique?



En ensemençant une partie de son champ avec du maïs provenant de la banque alimentaire gouvernementale « Diconsa », Olga Toro était loin de se douter qu'elle ferait pousser un des plus gros scandales OGM de la planète. C'était en 1999. « J'étais curieuse d'augmenter mes rendements. La rumeur voulait que ce maïs provienne de la côte et qu'il soit très productif. De plus, il n'y avait rien d'écrit sur le sac à l'effet qu'il était interdit de semer ce maïs », raconte la paysanne assise à l'ombre d'un petit local jumelé à sa maison juchée sur la chaîne de montagnes appelée Sierra Juarez de Oaxaca.

La banque alimentaire « Diconsa » vend par l'intermédiaire de magasins communautaires une trentaine de produits de base subventionnés : maïs, huile, sucre, fèves, etc. aux familles les plus pauvres dans quelque 22 000 points de distribution du Mexique.

Le maïs « Diconsa » réserve une belle surprise à cette *campesina* (paysanne) de 44 ans qui doit nourrir ses six enfants. Les rendements sont supérieurs de 25 % au maïs hérité de ces ancêtres zapotèques! « Il était de plus petite taille que mon maïs créole, mais il donnait trois épis au lieu de deux. Et il souffrait moins de soif! » Confiante, Olga Toro réensemence son champ l'année suivante avec des grains de la seconde génération de maïs « Diconsa ». Une mauvaise surprise l'attend cette fois : les plants n'ont pas d'épi ou alors ils sont rabougris. À son insu, Olga a planté du maïs hybride qui perd ses qualités après une génération. Elle abandonne donc son expérience.

Mais en 2001, un professeur et un étudiant de l'Université de Californie publient les résultats de leur recherche effectuée dans la Sierra de Oaxaca dans la revue Nature. La nouvelle a l'effet d'une bombe : le maïs indigène de la région est contaminé par du maïs hybride OGM!

Le scandale éclate. Le Mexique est le lieu d'origine du maïs. Dans la mythologie autochtone, c'est le dieu Quetzacoal qui aurait donné cette

plante aux premiers habitants pour qu'ils se reproduisent et se perpétuent. Le Centre international d'amélioration du maïs et du blé de Mexico, une banque internationale de semences liée à la FAO, abrite plus de 37 000 échantillons de maïs et de son ancêtre, le téosinte, qui pousse encore dans les champs des *campesinos* aux côtés du maïs indigène.

Environnementalistes et paysans craignent que le maïs OGM ne « pollue » à jamais ce patrimoine de l'humanité. Et ce serait par l'intermédiaire de Diconsa que du maïs OGM aurait été introduit au Mexique! Un acte de haute trahison envers « le peuple du maïs », d'une part. De l'autre, une véritable gifle diplomatique pour le pays, signataire de la Convention sur la diversité biologique et qui interdit la culture de maïs OGM depuis 1998.



Les camion de la banque alimentaire gouvernementale Diconsa distribuent des denrées alimentaires partout au Mexique.

« Nous n'avons pas besoin de maïs transgénique qui résiste à un herbicide ou à un insecte que nous n'avons pas ici. Ce type de maïs ne convient pas au besoin des 3 millions de *campesinos* qui sèment pour leur autosuffisance alimentaire et pour la vente locale. Que Monsanto fiche le camp



Les deux frères

Wilfred et Baldemar Mendoza Jimenez agro-écologistes à l'UNOSJO.

du Mexique! », rage Baldemar Mendoza Jimenez, agronome à l'Union des organisations de la Sierra Juarez de Oaxaca (UNOSJO), bastion de la lutte anti-OGM.

« Très peu de nos recommandations visant à prévenir le flux génétique, à protéger la biodiversité et la santé ont été mises en place par le gouvernement mexicain », affirme José Sakuran, de l'Université nationale autonome du Mexique, qui a coordonné l'enquête de la Commission de coopération environnementale (CCE) sur le maïs et la biodiversité. Rapport et recommandations ont été révélés lors d'un séminaire tenu dans la ville de Oaxaca en 2004. La CCE agit comme le chien de garde environnemental de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Depuis la signature de l'ALENA en 1994, « le peuple du maïs » est devenu tributaire des importations de maïs américain, à raison de 7 millions de tonnes par année, dont le tiers est du grain

transgénique « du maïs jaune destiné à l'alimentation animale », estime la CCE. Sans compter l'importation de produits transformés. Pour de nombreux Mexicains, pas question de manger du maïs OGM, qui revient à trafiquer « la nourriture des dieux ». Toutefois, « ni le gouvernement ni les compagnies privées n'ont accepté d'étiqueter les produits fabriqués avec du maïs OGM », poursuit José Sakuran. « C'est comme ne pas dire aux Juifs et aux Arabes qu'il y a de la viande de porc dans les produits transformés qu'ils achètent. »

Pour prévenir la contamination génétique des variétés de maïs primitives, la CCE recommande, entre autres, d'étiqueter les lots et même de bannir les importations de ces grains transgéniques féconds à moins de les moultre pour diminuer leur diffusion accidentelle. « Il semblerait que le coût de cette mesure et son effet restrictif sur le commerce tant pour les États-Unis que pour le Mexique soient trop importants pour être acceptables », indique José Sakuran.

Après avoir été au centre d'un cyclone médiatique, Olga Toro jure de ne plus jamais semer du maïs « Diconsa ». Elle a détruit ses semences ancestrales « contaminées » et reconstitué son stock génétique « pur » en s'approvisionnant chez d'autres producteurs. Le mot d'ordre de ne plus planter de maïs « étranger » s'est donné chez les *campesinos* de la Sierra Juarez.

La persistance ou non de nouveaux gènes dans le maïs autochtone dépend de plusieurs facteurs dont l'introduction à répétition de maïs

hybride, OGM ou non, et la sélection par les agriculteurs du trait désiré. En 2005, une nouvelle recherche effectuée dans la Sierra Juarez est venue contredire les résultats de la toute première étude à l'effet que le maïs primitif ait été contaminé par du maïs OGM. Règlement de compte entre scientifiques pro ou anti-OGM avec, pour toile de fond, les formidables intérêts commerciaux de l'industrie de la biotechnologie? Ou résultat de « décontamination » attribué aux efforts des paysans de la Sierra pour protéger leurs semences ancestrales?

« Je ne crois pas à cette toute dernière étude. Ils n'ont plus aucun contrôle! », soutient pour sa part Baldemar Mendoza Jimenez, d'UNOSJO, qui remet au journaliste une photo d'un épi mutant « monstrueux » prise dans la région. « Notre stratégie pour protéger notre biodiversité, c'est de ne jamais cesser de planter notre propre maïs ». Mais à 24 ans, le jeune agronome activiste ne cultive pas la terre. Sur 24 élèves dans la classe de son village, seuls lui et son frère sont restés dans la Sierra. Tous les autres se sont exilés pour vivre « le rêve américain ». Qui cultivera donc le maïs ancestral si tous les jeunes zapotèques quittent leur terre natale? Baldemar Jimenez esquivé la question à deux reprises.

De son côté, Olga s'interroge encore aujourd'hui sur l'origine du maïs de Diconsa, « on ne sait toujours pas d'où vient le maïs Diconsa. On nous dit qu'il vient d'Afrique et des États-Unis », dit-elle. Et la paysanne s'inquiète des effets du maïs transgénique sur la santé de ses enfants, car jamais personne de compétent n'est venu la renseigner au village. « Personne ne peut garantir à 100 % qu'il n'y a pas de risques à manger des OGM. Si, en Amérique du Nord et dans le reste du monde, on a refusé de manger du blé OGM, pourquoi les Mexicains n'auraient-ils pas le droit de refuser de manger du maïs OGM, sont-ils une sous-espèce? », dit une représentante canadienne de la CCE qui préfère garder l'anonymat.

Dans l'entrepôt rural de Diconsa, situé à Ixlan de Juarez, à environ 80 kilomètres du village d'Olga, la responsable de la distribution des denrées, Arisbel Vasquez, indique que le grain arrive « par bateau au port de Vera Cruz », sans pouvoir en préciser l'origine. Bien que la CCE ait recommandé l'étiquetage des sacs de grains, des conteneurs et des silos à grains de Diconsa, les 150 tonnes de maïs distribuées chaque mois aux *campesinos* de la Sierra dans des sacs de 52 kilos n'affichent aucun mode d'emploi quant à l'inter-

diction de semer ni d'indication sur les qualités nutritives. « Ce sont des sacs de sucre recyclés », admet Mme Vasquez.

De son côté, le responsable de Diconsa à Oaxaca, Antonio Lopez Hernandez, indique que les 70 000 tonnes de maïs distribuées dans la région proviennent de quatre États producteurs du Mexique, à la suite « d'une politique d'achat nationale instaurée en 2002-2003 ». En 2002, une étude du gouvernement mexicain, peu publicisée, avait révélé que trois grains de maïs sur dix distribués par les magasins Diconsa étaient transgéniques. Comment la banque alimentaire garantit-elle aujourd'hui que ces grains ne sont pas OGM? « La certification de notre maïs relève des laboratoires des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement », indique M. Lopez d'un ton laconique.

À Oaxaca, ville coloniale et Mecque touristique où les *gringos* transigent en anglais leurs achats d'artisanat auprès des autochtones, Gaby Fernandez et Amado Ramirez Leiba sont propriétaires de deux restaurants « Itanoni ». Le couple entend franchiser leur menu « bio » qui compte des dizaines de tortillas fabriquées à partir de huit variétés de maïs aux couleurs jaune, orange et bleu provenant de la Sierra. Comment garantir que le maïs ne sera pas contaminé par des OGM? « On achète notre maïs de régions éloignées », répond Gaby.

Selon José Sakuran, le gouvernement mexicain, « bien que les crédits aient été votés », n'a toujours pas mis en place une autre recommandation de son rapport, soit un système de certification et d'analyse des semences autochtones, incluant un laboratoire, pour détecter la présence d'OGM dans la région.

Atablée devant un jus d'orange frais pressé, la docteure Zafra Gloria, sociologue, parle avec ferveur de la nouvelle révolution qui couve au pays de Pancho Villa, « la révolution de la tortilla ». « Nous sommes envahis par la culture et les produits américains. Mais nous allons les conquérir à notre tour simplement parce qu'il y a 36 millions de Latinos qui vivent aux États-Unis. Et que ceux-ci ne se départissent pas de leurs habitudes alimentaires! », explique l'auteure de plusieurs livres sur les *tortilleras*, ces femmes qui travaillent chaque jour le maïs dans la région d'Oaxaca.

À savoir si, à l'avenir, les tortillas mexicaines se fabriqueront avec des variétés de maïs contaminées par des OGM ou non, personne ne peut le garantir. ■



Arisbel Vasquez, responsable de la distribution des denrées, devant des sacs de maïs dont les paysans ignorent toujours l'origine.

Note : Ce reportage a été financé en grande partie par le CIMAC (comunicación e información de la mujer), une organisation fondatrice du regroupement nord-américain de journalistes (RNAJ) dont Nicolas Mesly est membre.



Le mutant